



## Les gilets jaunes

### Quelles solutions apporter ?

**Hélène Bodart**  
Conseillère à l'Institut Destrée

Namur, le 15 janvier 2019

---

Dans un premier texte consacré aux gilets jaunes, j'avais tenté d'identifier les malaises et symptômes sociétaux qui ont poussé des citoyens à sortir dans les rues, parés de leurs gilets jaunes. Les profils de ces manifestants sont multiples et les problématiques, nombreuses et interreliées. La démocratie souffre d'une « crise de foi », mais le système ultra-capitaliste commence aussi à être remis en question. L'écologie, et les enjeux 2.0. de nos sociétés sont aussi des murs vertigineux à enjamber, et les plus démunis sont également les plus vulnérables devant ces murailles. Dans le deuxième papier, j'avais dressé le portrait d'une Wallonie idéale, où chacun puisse être épanoui, contribuer et traverser les crises politiques, migratoires, écologiques et économiques. Je vais maintenant aborder des pistes de solutions pour tendre vers cet idéal.

### Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ?

Il existe des pistes de solutions, des propositions concrètes d'actions à mettre en œuvre pour dépasser les différentes crises mentionnées plus haut. Voici une sélection d'entre elles, réparties en quatre groupes : l'information, l'économie et les conditions sociales, la démocratie, et l'écologie.

## 1. Une information juste et accessible

### 1.1. Responsabiliser les médias

De nombreux médias ont pris cette drôle d'habitude de proposer un programme qui relève du divertissement, quel qu'en soit le style. Si l'on peut admettre qu'il est de leur mission de proposer des émissions ludiques, des films distrayants, des séries prenantes, des articles « people » et des documentaires dépaysants, on peut être surpris de la tournure relevant presque de la fiction lorsqu'il s'agit de présenter les informations, toujours plus « sensationnelles », les débats politiques toujours plus « théâtralisés ». À force de montrer ces « scènes de cirque » parfois aussi spectaculaires que des films de science-fiction, non seulement il devient de plus en plus difficile de démêler le vrai du faux, mais en plus on pousse les gens à consommer l'information pour sa forme et les sensations qu'elle procure plutôt que pour son fond et les réflexions, actions qu'elle peut susciter chez le spectateur. Ces derniers, toujours plus assoiffés de spectacle, sont bien moins fidèles à leur parti politique que d'antan<sup>1</sup>. Les femmes et les hommes politiques se retrouvent à devoir jouer le jeu qu'on attend d'eux, à se faire entendre par slogan, par provocation et coups de théâtre. A certaines exceptions près, on peut être déçu de l'alignement des médias qui nous proposent une version plus ou

---

<sup>1</sup> David VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Arles, Acte Sud, 2014.

moins personnelle des actualités politiques. La critique constructive et l'engagement se font rares, dans le meilleur des cas.

Si cette vision du monde médiatique est un peu caricaturale, elle se base tout de même sur des travers existants réellement à une intensité variable, et pas partout, heureusement. L'appel est plutôt celui-ci : journalistes, si vous ne le faites déjà, reprenez goût à décortiquer l'info avec méticulosité et nuances, ne laissez plus vos merveilleux outils de communication servir la grimace politique, les voix qui se superposent et qui entretiennent les caprices de vos lecteurs, auditeurs, téléspectateurs. Montrez-nous la face cachée des événements. Pour reprendre l'exemple des gilets jaunes, il est certes important de leur donner la parole. On peut toutefois être surpris que, tandis qu'on s'attarde sur vingt personnes qui bloquent un rond-point dans le Hainaut, d'autres événements, comme le Panel citoyen qui s'est déroulé au Parlement de Wallonie à Namur durant lequel les citoyens (non vêtus de jaune) ont pu s'exprimer, n'ont pas été couverts...

## 1.2. Prévoir une législation pour encadrer le phénomène des *fake news*

Il s'agit ici d'un cadre à dresser pour éviter les débordements liés aux fausses nouvelles. C'est un sujet très délicat. Il faudrait pouvoir distinguer les *fake news* de la caricature et de la parodie (prenons l'exemple de Nordpresse) en listant des critères bien précis. Ensuite, il faudrait pouvoir trouver qui sanctionner en cas de diffusion de *fake news* : celui qui l'a écrite (si on le retrouve), celui qui la transmet (parfois à son insu), celui qui la sponsorise ? C'est un sujet complexe qu'il importe d'aborder, dès aujourd'hui, car c'est un poison pour la démocratie.

En Allemagne, la loi *Netzwerkdurchsetzungsgesetz*<sup>2</sup>, s'est déjà saisi de cet enjeu et incite les sites internet à supprimer fake news ou propos haineux de leur plateforme avec des risques d'amende. En France, Emmanuel Macron s'est aussi saisi de ce délicat sujet. Depuis le courant 2018, il existe une proposition de *loi contre la manipulation de l'information, toujours en discussion*,<sup>3</sup> qui tantôt soulève la critique<sup>4</sup>, tantôt est applaudie tant le sujet est délicat. Une telle initiative peut vite virer à une prise de pouvoir par l'État ou tout autre organisme prêt à se revendiquer « détendeur de la vérité » et donc capable de démêler le vrai du faux, ce qui serait dangereux pour la liberté d'expression, valeur si chère à nos démocraties.

## 2. Une économie et des conditions sociales plus justes

### 2.1. Revoir la fiscalité

La fiscalité sur le revenu est à la base un moyen de redistribution des richesses, un moyen de diminuer les inégalités entre les plus pauvres et les mieux nantis. Ses mécanismes sont complexes, il s'agit de les manipuler avec agilité et prudence, mais surtout avec le souci de vraiment venir en aide aux personnes les plus précarisées. Or, les mécanismes, visibles tout du moins, semblent parfois profondément injustes. Par exemple, lorsque les grandes entreprises bénéficient d'exemption d'impôts, les plus petits indépendants ont rarement des cadeaux. Il existe aussi la fiscalité sur ce qu'on achète ou vend, une TVA, la même pour tous. Cet outil apparaît à certains à la fois profondément injuste - qu'on soit riche ou pauvre, on rend la même somme à l'État, avec l'écart d'effort qu'on peut imaginer -, à la fois juste, c'est la loi du consommateur-payeur.

---

<sup>2</sup> <https://usbeketrica.com/article/quelles-solutions-contre-les-fake-news>

<sup>3</sup> *Proposition de loi contre la manipulation de l'information*, <https://www.gouvernement.fr/action/lutte-contre-la-manipulation-de-l-information>

<sup>4</sup> <https://www.les-crisis.fr/loi-sur-les-fake-news-le-grand-danger-cest-de-donner-la-responsabilite-a-letat-de-dire-le-vrai-du-faux-par-pascal-froissart/>

Il est vraiment nécessaire que les personnes qui pensent cet outil se rappellent sa raison d'être, et qu'il soit utilisé à meilleur escient. Il serait souhaitable de réévaluer son fonctionnement, ses impacts et de veiller à le mettre au service de tous.

## **2.2. Redéfinir le périmètre de l'État**

La sortie des gilets jaunes dans la rue vient questionner le rôle de l'État, ses compétences ainsi que tout le système des aides à l'emploi. Est-il normal que tant de personnes (on parle de plus de 60 000 travailleurs) dépendent d'une aide qui peut s'arrêter à tout moment ? La Flandre quant à elle a mis fin à toutes ces aides et s'en sort bien. Ne serait-il pas intéressant de privatiser certains secteurs, pour les rendre plus compétitifs ?

2.3. Opter pour la transparence du prix réel des produits et services (soins de santé, études, etc.), la transparence de ce qui est fait concrètement des impôts et apporter des informations économiques de manière pédagogique.

La gronde du citoyen repose en partie sur de l'ignorance ou des infox. Connaît-il le coût réel de ses soins de santé ? D'une année à l'Université ? De même, certaines personnes ont développé la croyance que leur pouvoir d'achat a fortement diminué avec le temps. Apparemment, ce n'est pas tout à fait vrai : le fait est que le pouvoir d'achat est resté plus ou moins stable, mais que les besoins se sont additionnés avec le temps, que ces besoins soient légitimes ou non. Les informations économiques restent souvent propriété des grands de ce monde, et même lorsqu'elles sont disponibles, la pédagogie avec laquelle elles sont déballées reste assez douteuse. Confiner des personnes dans de « l'ignorance » ou dans la croyance qu'elles sont trop bêtes pour y comprendre quoi que ce soit, ou qu'elles n'ont pas besoin de savoir est une stratégie à double tranchant. Certes, la plupart du temps, cela permet de prendre des décisions sans être inquieté, mais à la moindre étincelle de trop, l'ignorance peut se transformer en un brasier de colère, parfois irrationnelle, qui aurait pu être évité simplement avec une information économique accessible, juste, précise, transparente et pédagogique.

## **2.4. Moderniser les processus de remise à l'emploi**

Vu le nombre de places vacantes attendant désespérément un candidat valable, vu le nombre de personnes sans emploi, il semble urgent de s'attarder sur le problème de la (re)mise à l'emploi. La région fait déjà des efforts énormes, notamment en octroyant des aides (financières, mais pas seulement) à ceux qui se dirigent vers des filières en pénurie. Le chemin n'est pas fini.

Deux pistes parmi toutes celles qui restent à inventer semblent intéressantes à creuser :

La première consiste en un parrainage

## **2.5. Organiser des « Vis ma vie »**

Cela suffit ! Les idées reçues des uns envers les autres, les « tous des profiteurs trop bien nantis des uns », l'indifférence et le « tous des idiots » des autres. Et si on organisait une grande campagne de « Vis ma vie » entre politiques, chefs d'entreprises, ouvriers, chômeurs, enseignants, sans-abri. Non pas pour le sensationnel ou le voyeurisme, mais pour briser des ponts, montrer et expérimenter des réalités méconnues et donc mal jugées, pour faire de l'éducation permanente de manière à la fois interactive, ludique et ancrée dans la réalité et le concret. Pas question de mises en scène grotesques ou de sensibleries. Un soin particulier

sera donné par les organisateurs à l'authenticité et surtout, des échanges après expérience seront cultivés.

## **2.6. Encourager les expériences d'économies alternatives plus propres et plus justes**

Les expériences sont nombreuses, riches et déjà encouragées : économie bleue, économie circulaire, économie sociale, etc. Il faut continuer. La Wallonie reste un mauvais élève pour ce qui est de l'investissement en Recherche et Développement avec un budget public très inférieur à la moyenne européenne. Ce budget doit servir à la recherche technologique, numérique, écologique, mais pourquoi pas aussi dans l'innovation des modèles économiques.

## **2.7. Tendre vers un système d'allocation universelle**

Une allocation universelle bien pensée, qui remplacerait les allocations de chômage, des revenus d'insertion ou les aides du CPAS, des mutuelles (dans une certaine mesure) ou encore les allocations familiales offrirait une sécurité minimale à tous les individus. La motivation de travailler pourrait même en être décuplée, si le travail rime avec l'amélioration de son mode de vie. Dans son livre, *Utopia XXI*, Aymeric Caron nous propose un modèle où chacun recevrait de quoi vivre décemment (logement, soin de santé, alimentation, etc.) contre l'équivalent d'une quinzaine d'heures de travail (nécessaire à la collectivité) par semaine, deux jours en somme. Les fonctions dites « en pénurie » seraient d'office redistribuées, avec une possibilité de faire une tournante si ce n'est pas le boulot dont on rêve. Et les cinq jours restants ? On développe une nouvelle compétence, on se forme à un nouveau métier, on travaille pour gagner plus d'argent, on s'occupe de ses enfants, on s'adonne à une activité culturelle, on fait plus soit même, on fait du sport, on prend davantage soin de sa santé, on réalise des projets collectifs dans son quartier, sa ville, sa région, etc.

Et pourquoi pas ?

## **3. Une démocratie réinventée**

### **3.1. Accélérer la transition démocratique**

Le peuple au pouvoir ! Référendums populaires, tirages au sort, démocratie directe sont des idées qui commencent à avoir leur petit succès, c'est en tout cas revendiqué par de nombreux gilets jaunes. Doit-on passer d'un système électoral, où les experts de la politique choisissent beaucoup pour tous à un système de démocratie directe ? Sans élection ?

Un *statu quo* serait un suicide de la démocratie. Elle est gravement malade, les gilets jaunes en sont un des symptômes, la difficulté de trouver du sang neuf durable au sein des partis politiques, le gonflement des mouvements extrémistes en sont d'autres. Recréer du lien entre les différentes parties prenantes de la société est essentiel, outiller le citoyen en demande légitime de participer à l'élaboration des politiques de son pays aussi. L'éternelle question est de trouver l'équilibre entre le besoin d'impliquer le citoyen dans le processus de construction politique de son pays et le besoin de compétences, de connaissances pointues pour établir des politiques qui tiennent la route et puissent trouver leur place entre les différents niveaux de pouvoir, dans les labyrinthes ténus des législations (trop) compliquées, et tout cela pour le bien commun de tout un pays, toute une région.

« Jouer » le rôle de représentant (élu ou non) au sein d'une assemblée, ne s'improvise pas, pas tout à fait en tout cas. Cela demande d'intégrer une certaine culture du bien commun, un sens de la négociation, de l'écoute, du compromis. En interrogeant des gilets jaunes via les

réseaux sociaux, j'ai pu remarquer que nombre d'entre eux croient un peu en ce mythe « d'un peuple » qui défend « des idées communes » (les leurs bien sûr). C'est un leurre, et il est fort probable que, confrontés à d'autres citoyens (même d'autres gilets jaunes), en creusant un peu, ils seraient tombés en désaccord.

Alors on ne fait rien ? Bien au contraire, on découvre l'urgence de former les gens, de les confronter à la réalité. Pas question de vivre une démocratie directe du jour au lendemain, mais on doit accélérer la transition démocratique et multiplier les espaces d'expression et de rencontre populaire, encadrés par des professionnels formés à la « pédagogie citoyenne ». Les expériences déjà réalisées sont très positives et souvent transformatrices pour les personnes qui y participent. Souvent, elles repartent avec l'envie de s'engager davantage sur leur territoire, ravies d'avoir pu s'exprimer. La prochaine étape consistera à être entendues. Si certains élus sont enthousiastes à l'idée de ces nouveaux formats, échanges, d'autres craignent la vulnérabilité que pourrait entraîner l'évolution de leur statut et le partage, les interactions, l'évaluation des politiques en partenariat avec la société civile.

### **3.2. Multiplier les panels citoyens et consultations populaires**

C'est une bonne nouvelle, ces pratiques sont de plus en plus courantes en Europe. Et il faut continuer ! Non seulement cela permettra de créer du lien, de soigner la relation de confiance entre les parties prenantes, mais cela offrira aussi aux élus d'être mieux informés des réalités de terrain, de profiter des idées d'une multitude de cerveaux aux parcours variés et aux expériences riches. Ces panels, selon le sujet et l'objectif, pourraient être constitués de personnes tirées au sort ou de « citoyens-experts » d'un domaine. Prenons l'enjeu de l'alimentation saine et durable. Pourquoi ne pas mettre autour de la table une nutritionniste/cuisinière de collectivité (enfants et adultes), un spécialiste de l'industrie agroalimentaire, un petit agriculteur bio, un(e) nutritionniste « classique », un restaurateur, un travailleur social au contact des sans-abri souvent victimes de malnutrition, etc. Un échange, l'élaboration d'une vision sur le sujet, un débat bien mené pourrait venir compléter un éclairage plus théorique, de donner corps et visage à la problématique et de trouver des pistes d'actions concrètes directement reliées au territoire. C'est aussi un moyen d'élargir les consciences de tout et chacun, et de découvrir via la rencontre la complexité et le côté multiple de la réalité de la région. Les communes sont des endroits idéaux pour créer des espaces de débat. C'est un niveau de pouvoir à échelle plus humaine, plus proche des gens. Pourquoi ne pas multiplier les Cafés citoyens, ces lieux conviviaux où l'on débat de problématiques de société ? Une ou deux fois par mois, les citoyens sont invités à débattre sur un thème qu'ils ont choisi, généralement la séance précédente.

### **3.3. Rapprocher le citoyen et le dirigeant, chef de grosses entreprises, en diminuant les écarts de salaire et de travail**

Commençons par parler de l'élu. Sa mission est lourde en responsabilités et en travail. Il est donc normal de penser un système de rémunération proportionnel à ce poids. Plus discutable, aujourd'hui, une personne qui quitte son travail pour une durée de quelques années pour se mettre « au service » de la collectivité reçoit une coquette somme en fin de mandat pour le remercier de ce risque. Et pourtant, il existe déjà un système de protection pour les personnes qui choisissent (ou non) de quitter leur travail et qui à un moment donné se retrouvent sans emploi, cela s'appelle le chômage. Peut-être les revenus sont-ils trop faibles, ou l'image ternie lorsque l'on passe par cette case-là ? Peut-être le chômage est-il encore associé à la honte de dépendre (dans le meilleur des cas), de profiter (dans le pire) du système ?

Dans les films *Demain* et *Après-demain*, on découvre des élus (Premiers ministres, maire de grande ville, etc.) qui ont choisi, ou dont l'organisation du pays, de leurs équipes, leur permet

de vivre un peu plus simplement. Leurs journées sont allégées, ils peuvent aller rechercher leurs enfants à l'école, se déplacer quand ils le peuvent à vélo pour aller travailler, et même avoir des week-ends plus « relax » de temps en temps. Leurs vies sont humaines, et leurs salaires plus raisonnables. Pourquoi pas chez nous ?

Un autre travers est cette confusion entre « mission » politique et métier. Initialement, comme dit précédemment, le jeu consiste à quitter sa vie professionnelle pour donner de son temps, de son expérience dans l'exercice d'un mandat politique, pas d'en faire une carrière. C'est pourtant le travers dans lequel tombent des hommes et des femmes politiques (pas tous). Cette vision de la politique porte en elle le germe d'un risque non négligeable d'exercer sa fonction avec le but, certes, de faire passer ses idées, de mettre son énergie au service d'un territoire, mais aussi au service d'un enrichissement personnel. D'une fonction de contribution à la collectivité, on passe à une fonction de contribution à son propre patrimoine. Prend-on des décisions de la même manière dans un cas ou dans l'autre ? Je m'autorise à émettre des doutes. Le second risque est de se couper complètement de la vie professionnelle « classique ». On peut reprocher aux personnes qui travaillent uniquement grâce aux systèmes d'aides à l'emploi qui les met dans une sorte de dépendance, de non-autonomie, car il suffit qu'on coupe les vivres et leur poste disparaît. Dans un sens, on pourrait faire un reproche similaire à ceux qui monopolisent l'espace politique. N'oublent-ils pas que leur travail n'en est pas un ? Qu'il s'agit d'une mission que toute la société civile leur a confiée ? Qu'il est de leur DEVOIR de diriger en bon père/ en bonne mère de famille, d'être à l'écoute et de travailler en collaboration non seulement avec leurs électeurs mais avec tous les citoyens et citoyennes. Non pas dans le but d'être réélus, puisqu'on a déjà voté pour eux et ont leur a déjà confié un mandat.

Parlons maintenant des chefs des multinationales et des grosses entreprises. On peut imaginer que les salaires énormes que certains d'entre eux perçoivent sont mérités. Il est évident que pour lui, tout comme l'élu, le poids des responsabilités est lourd à porter et la réussite de son entreprise dépend en grande partie de lui/d'elle, de l'intelligence avec laquelle il maniera le gouvernail du bateau. On peut toutefois se demander s'il est juste qu'un individu gagne plus de quatre cents fois le salaire de sa femme de ménage. A-t-il quatre cents fois plus de mérite ? De travail ? De responsabilité ? N'est-il pas urgent de réduire les écarts à des proportions humaines et décentes ? Cet argent pourrait ruisseler et participer à l'amélioration de la vie de la collectivité. Ne rêvons pas, ce n'est pas avec les salaires des gros revenus qu'on pourra à la fois abaisser l'âge des pensions, financer une allocation universelle et rendre les transports gratuits. Mais à l'heure où chacun plaide haut et fort pour une réduction des écarts, on pourrait se demander pourquoi la plupart des décisions consistent à remettre à l'emploi la population inactive (parfois à un prix social discutable...) avec cette croyance que c'est le travail, et seulement le travail qui sauvera les pauvres. C'est oublier les conditions humaines et salariales de certains métiers, les réalités familiales, de santé, intellectuelles de certains individus, de certaines familles. Il n'arrive absolument jamais, ou si peu, qu'on imagine un plafond de salaire raisonnable pour ceux qui ont le mérite, mais aussi la chance de se retrouver à des places plus stratégiques. Les deux démarches pourraient pourtant être bien complémentaires.

## **4. Une écologie joyeuse**

### **4.1. Sanctionner l'inadmissible**

Il existe des gestes qu'on ne peut plus accepter en 2019 et qui doivent être sanctionnés lourdement. De l'automobiliste qui jette ses canettes de bière par la fenêtre aux sociétés multinationales qui détruisent des forêts, des nappes phréatiques, ce n'est plus acceptable. Est-ce une compétence de la commune, des régions, du fédéral, de l'Europe ? Ne faudrait-il pas revoir les priorités et fédérer tous les niveaux de pouvoirs sur des sujets comme cela ? Le mur écologique bien réel auquel on doit faire face aujourd'hui dépasse nos petits murs ridicules et imaginaires des frontières. Les différents COP démontrent la mollesse des États face à ces enjeux vertigineux. Ce n'est pas si simple, car quand l'économie vient intervenir dans une affaire qui n'est pas la sienne, il est à craindre que ce soit les personnes les plus fragiles qui paient le prix des sanctions infligées aux gros pollueurs, qui préféreront la fuite vers d'autres pays ou régions moins intransigeantes que d'assumer leur responsabilité en termes d'empreinte écologique. C'est ici qu'on voit l'énorme nécessité de s'unir avec les territoires hors de nos frontières, avec l'Europe, notamment.

Si les politiques, alliés à leurs voisins ont une petite marge de manœuvre pour sanctionner les gros pollueurs, et surtout prendre des décisions pour que la transition climatique ne soit pas portée uniquement par les personnes les plus fragilisées, ceux qui ont en vérité le plus de pouvoir sont les médias (ceux qui ont le micro et la caméra pour montrer, dénoncer), et les citoyens, sous la casquette de consommateurs. Les entreprises, petites ou grandes, sont des sortes de partis qui collectent des points, des voix, et surtout les sous de leurs électeurs, nous les consommateurs. Chaque euro que nous dépensons est une voix que nous donnons à une entité économique, à ses valeurs, à ses pratiques. Les choix face aux étalages, produits, arguments toujours plus abondants sont parfois difficiles et demandent de faire des efforts pour être en accord avec les valeurs de consommation qui nous animent. Avec mes cinq euros, est-ce que je préfère acheter trois paquets de biscuits industriels suremballés, trop riches en sucre et produits à l'autre bout du monde ? Ou vais-je en acheter trois fois moins, en vrac, confectionné par un artisan local avec de la farine bio ? Ou vais-je acheter les ingrédients pour les faire moi-même, en sachant ce qu'il y a dedans ? Certains choix sont plus complexes que d'autres, certains moins accessibles. On a toujours une petite marge. Et puis, outre la « sanction » de ne plus acheter (voter) pour les entreprises qui nous semblent inacceptables, nos pratiques d'achat sont des messages, des indices pour ces sociétés, pour qu'elles se réinventent. Le devoir du citoyen, c'est aussi d'exprimer - et plus que par la grève qui ne tracasse plus vraiment personne - par l'action concrète et les comportements. Ce qui m'amène au point suivant... le mur écologique est une occasion pour faire preuve de créativité dans sa vie.

#### **4.3. Contraindre pour favoriser la créativité**

*Quand on pense qu'il suffirait que les gens n'achètent plus pour que ça ne se vende pas...* disait un certain Coluche. Vous, les gilets jaunes, êtes scandalisés qu'on punisse « les petites gens » en taxant leur carburant et alors que les compagnies aériennes volent au kérosène peu ou pas taxé ? Limitez vos déplacements en avion, dans la mesure du possible, voyagez autrement, partagez votre voiture. On ne cesse de s'insurger à juste titre contre ces multinationales de l'agroalimentaire qui s'enrichissent sur le dos de notre santé, de celle de la planète, de travailleurs mal rémunérés, arrêtez de boire des sodas dans des bouteilles en plastique, buvez de l'eau du robinet, faites-y infuser de la menthe de votre jardin, lancez-vous dans l'entrepreneuriat et proposez une manière différente de boire des boissons festives. Marre de payer pour des petits services ? Inscrivez-vous dans un SEL, un service d'échange local, comme il en existe une multitude en Wallonie. Plus question d'argent, de diplôme, de factures... on échange ce qu'on sait faire, et la monnaie est le temps.

Tant d'initiatives existent déjà, écologiques, mais aussi de débrouille pour quand on n'a pas trop de sous. En général, ces trousseaux de secours ou méthodes alternatives apportent une plus-value inimaginable, humaine : le plaisir de la rencontre, de l'entraide, de la découverte de

nouvelles saveurs, la fierté du *Do it yourself* (DIY), le plaisir d'être créatif, de faire partie d'une communauté, les petites économies, etc.

#### **4.4. Valoriser les actions/activités citoyennes écoresponsables et de transition**

De nombreuses initiatives « vertes » voient le jour dans les quatre coins de la Wallonie, et au-delà. Des jardins partagés, des entreprises spécialisées dans les matériaux écologiques, des échanges, des repair-café, des moteurs de recherche qui plantent des arbres ou permettent de récolter des moyens pour des associations. Tout cela existe, grandit doucement. Ce qu'il manque véritablement, c'est un réel liant à toutes ces initiatives, pour les tricoter entre elles et former une fibre solide, visible, impactante, voire inspirante. Si elles sont parfois aidées par les politiques régionales, ou européennes, ce n'est pas toujours le cas. Toutes ces émergences qu'on peut englober dans la « transition écologique » peuvent aussi souffrir d'un stéréotype qui les assimile à de la régression, comme si consommer moins, mais mieux, était un retour à l'âge de pierre, comme si habiter, lessiver, manger, se vêtir plus naturellement, plus proche, moins transformé, allait rendre l'être humain plus primitif, comme si posséder moins, mais acheter un service de grande qualité, risquait de nous déposséder de nous-mêmes.

#### **4.5. Diversifier et faciliter l'accès aux produits locaux, zéro déchet**

Il est de plus en plus facile d'acheter des produits locaux, de saison, bio, zéro déchet. Plus il existera de choix, de quantité et de qualité dans ces initiatives, plus elles seront accessibles au plus grand nombre. Un travail de sensibilisation est à faire, bien sûr, acheter des œufs et des légumes à l'agriculteur du coin n'est pas forcément beaucoup plus coûteux. Mais si ce type de démarches devient la norme, il est fort probable que les prix baissent, que les gens trouvent du plaisir à se rendre à nouveau dans les petits commerces. Aussi, il n'est pas forcément nécessaire de faire la guerre à la grande distribution. Par contre, il serait intéressant de leur montrer l'intérêt de travailler avec les acteurs locaux, tant au niveau de l'image que de la qualité des offres de leur enseigne.

#### **4.6. Faire preuve de cohérence dans la fiscalité**

On paie de l'impôt en fonction de ce que l'on gagne, cet argent est alors réinjecté dans différents secteurs, différents services. C'est un outil, un pot commun qui sert à financer des dépenses publiques. On peut voir d'un bon ou d'un mauvais œil une augmentation des taxes sur le carburant, d'autant qu'on sait qu'il s'agit déjà d'un des carburants les plus taxés d'Europe. Si on sait que l'impôt, la taxe sert à nourrir le pot commun, la question est plutôt qu'est ce qui sera fait de cet argent ? Sera-t-il repartagé entre les navetteurs qui choisissent de se déplacer autrement (train, vélo, bus, tram, etc.) et qui donc participent à la réduction des gaz à effet de serre tout en libérant un peu de la place sur nos routes bondées ? Sera-t-il investi dans la qualité et la quantité des transports en commun ? La vérité est qu'on n'en sait rien. Prélever de l'impôt sur le carburant n'est une bonne chose que si l'utilisation de cet impôt est cohérente avec les raisons pour lesquelles on s'en saisit. Et surtout, s'il y a de la transparence et de la pédagogie pour expliquer ce qu'il sera fait de cet argent, parfois durement gagné par les travailleurs.

## **5. Conclusion**

Quand des hommes et des femmes sortent dans les rues pour exprimer de la colère, du désespoir et des envies de changement, c'est une chance. C'est une occasion de faire le point,



d'observer et d'écouter attentivement ce qui ne va pas. C'est une énergie aussi. Celle déployée par les gilets jaunes, qui peut parfois sembler agressive ou négative peut être transformée en une énergie de construction d'un futur souhaitable. Le rôle des leaders, des élus, des patrons, des chercheurs est alors d'utiliser leur position de pouvoir à bon escient, pour le bien commun, pour guider cette énergie brûlante dans la résolution des grands enjeux et de surcroît des soucis individuels qui en découlent. C'est une occasion, tout comme l'est la révolution des jeunes pour la planète, pour les politiques de regarder en face les problèmes, et de s'en saisir, vraiment. C'est aussi le moment de se réveiller tous, et de (re)prendre la responsabilité de nos vies, de nos choix. Dans quelle Wallonie ai-je envie de vivre ? Que puis-je faire, moi, citoyen, entrepreneur, étudiant, politique, fonctionnaire, enseignant, pour m'en rapprocher ? Tout le monde a un terrain de jeu sur lequel il peut influencer. Alors, on se retrouse les manches ?